

**ARRÊTÉ DU MAIRE**  
N° A-2022-303

**Arrêté portant accord sous réserves**  
**Autorisation Préalable de Mise en Location d'un logement**  
**sis 20, rue d'Auge (2ème étage - porte 3) à Caen**

**LE MAIRE DE CAEN,**

VU le Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU le Code de la Construction et de l'Habitation et notamment ses articles L. 635-1 à 635-11 et R. 635-1 à R. 635-5 relatifs au régime d'autorisation préalable de mise en location ;

VU le Code de la Santé Publique ;

VU la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs et portant modification de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986, et notamment son article 6 ;

VU la loi n° 2014-366 du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové, dite ALUR et notamment ses articles n° 92 et 93 ;

VU le décret n° 2016-1790 du 19 décembre 2016 relatif aux régimes de déclaration et d'autorisation préalable de mise en location ;

VU le décret n°2002-120 du 30 janvier 2002 relatif aux caractéristiques du logement décent pris pour l'application de l'article n° 187 de la loi n° 2002-1208 du 12 décembre 2000 relative à la solidarité et au renouvellement urbains ;

VU le Règlement Sanitaire Départemental du Calvados en date du 14 janvier 1981 ;

VU la délibération du Conseil Municipal de Caen du 28 mars 2022, sollicitant la communauté urbaine Caen la Mer pour la délégation du permis de louer sur Caen ;

VU la délibération du Bureau Communautaire de Caen la Mer du 31 mars 2022 instaurant le permis de louer sur la ville de Caen et notamment sur le secteur de la gare et de déléguer à la ville de Caen la mise en œuvre et le suivi de l'autorisation préalable de mise en location.

CONSIDERANT qu'une demande d'autorisation préalable de mise en location d'un logement sis 20, rue d'Auge (2ème étage - porte 3) 14000 CAEN a été déposée en date du 3 novembre 2022 et complétée le 2 décembre 2022 ;

CONSIDERANT les informations contenues dans la demande n° 2022-004 et reproduites en annexe 1 ;

CONSIDERANT la visite sur site en date du 13 décembre 2022, effectuée par l'inspecteur de salubrité du Service Communal d'Hygiène et de Santé, ayant permis de constater les désordres suivants : matériel électrique non adapté à l'usage, appareillages présentant des traces d'échauffement, extrémité du robinet de commande ou de la tuyauterie non obturée ;

CONSIDERANT l'avis favorable avec réserves à la mise en location du logement émis par le Service Communal d'Hygiène et de Santé de la Ville de Caen.

**ARRETE**

**ARTICLE 1<sup>er</sup>** : La mise en location du logement situé 20, rue d'Auge (2ème étage - porte 3) 14000 CAEN est autorisée, sous réserve pour le bailleur de se conformer aux dispositions suivantes :

Réserves à lever avant la mise en location :

- remplacer le matériel électrique non adapté à l'usage (douilles éclairage) ;
- remplacer les conducteurs ou appareillages présentant des traces d'échauffement (douilles éclairage) ;
- obturer l'extrémité du robinet ou de la tuyauterie afin d'éviter le dégagement de gaz.

Observation(s) au niveau du logement :

- Certains équipements tels que la production d'eau chaude sanitaire, le moyen de chauffage, la ventilation mécanique contrôlée n'ont pas pu être vérifiés car le logement n'était pas alimenté en électricité au moment de la visite ;
- Les revêtements de sol de la cuisine, de la salle de bains et des WC vont être remplacés.

**ARTICLE 2** : Le demandeur devra justifier du respect de ces conditions sous un délai de trois (3) mois au service compétent (Service Communal d'Hygiène et de Santé - Mme Sandra BIHEL - Tél. : 02 31 54 47 24 - Mail : [permisdelouer@caen.fr](mailto:permisdelouer@caen.fr)), et avant la mise en location. Il devra fournir l'ensemble des pièces justificatives nécessaires (factures, attestations de professionnels, etc...). Une visite de contrôle pourra être demandée afin de vérifier le respect de ces prescriptions.

**ARTICLE 3** : L'autorisation préalable de mise en location doit être annexée au contrat de bail et doit être renouvelée à chaque mise en location conformément aux articles L. 635-5 et L. 635-4 du Code de la Construction et de l'Habitation. L'autorisation devient caduque s'il apparaît qu'elle n'est pas suivie d'une mise en location dans un délai de deux ans suivant sa délivrance conformément à l'article L. 635-3 du code sus visé.

**ARTICLE 4** : La délivrance d'une autorisation préalable de mise en location est inopposable aux autorités publiques chargées d'assurer la police de la salubrité ou de la sécurité publique, ainsi qu'aux droits des occupants afférents aux mesures de police administratives édictées à ce titre.

**ARTICLE 5** : En cas de mutation à titre gratuit ou onéreux du logement, une autorisation en cours de validité peut être transférée au nouveau propriétaire du logement. Ce transfert prend effet à compter du dépôt par le nouveau propriétaire, auprès de l'autorité compétente, d'une déclaration de transfert, sous réserve de l'accord du bénéficiaire initial de l'autorisation.

**ARTICLE 6** : La présente décision est notifiée au demandeur, inscrite au registre des arrêtés du maire et transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L. 2131-2 du Code Général des Collectivités Territoriales.

**ARTICLE 7** : En application de l'article L. 635-6 du Code de la Construction et de l'Habitation, la présente décision d'accord sous réserves est transmise à la caisse d'allocations familiales, à la caisse de mutualité sociale agricole et aux services fiscaux et, conformément à l'article L. 635-10 du code sus visé, au comité responsable du plan départemental d'action pour le logement et l'hébergement des personnes défavorisées.

**ARTICLE 8** : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Caen dans un délai de deux mois suivant sa publication. Ce recours contentieux peut être précédé dans ce délai d'un recours gracieux auprès de Monsieur le Maire. Cette procédure prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse au recours gracieux.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**ARTICLE 9** : M. le Directeur Général des Services de la Ville de Caen, M. le préfet du Calvados, M. le directeur départemental des territoires et de la mer, M. le directeur de la Caisse d'Allocations Familiales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Caen le 23 DEC. 2022

Affiché le 23 DEC. 2022  
Transmis à la préfecture le 23 DEC. 2022  
Identifiant de l'acte  
Exécutoire le 23 DEC. 2022  
Notifié le

Le Maire,  
Joël BRUNEAU

The image shows the official seal of the City of Caen, which is circular and contains the text 'VILLE DE CAEN' and '1087'. A blue ink signature is written over the seal, and the name 'Joël BRUNEAU' is printed in black text to the right of the seal.

**ARRÊTÉ DU MAIRE**  
N° A-2022-304

**Eglise Saint Ouen - Arrêté de fermeture de l'édifice**

**LE MAIRE DE CAEN,**

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L2212-1 et L.2212-2,

CONSIDERANT que l'Eglise Saint Ouen, édifice monument historique classé, présente des désordres qui nécessitent une étude technique complète pour s'assurer de la bonne sécurité des lieux,

CONSIDERANT qu'il appartient au Maire de prendre toutes les mesures nécessaires à la sécurité publique,

**ARRÊTE**

**ARTICLE 1** : L'église Saint Ouen est fermée au public jusqu'à la levée des désordres

**ARTICLE 2** : Monsieur le directeur général des services de la ville de Caen est chargé de l'exécution du présent arrêté.

**ARTICLE 3** : Le présent arrêté sera inscrit au registre des arrêtés du maire.

**ARTICLE 4** : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Caen dans un délai de 2 mois suivant sa publication. Ce recours contentieux peut être précédé dans ce délai d'un recours gracieux auprès de monsieur le maire. Cette procédure prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les 2 mois suivant la réponse au recours gracieux.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

Fait à Caen le 23 DEC. 2022

Affiché le 23 DEC. 2022  
Transmis à la préfecture le 23 DEC. 2022  
Identifiant de l'acte  
Exécutoire le 23 DEC. 2022  
Notifié le

Le Maire,  
Joël BRUNEAU

